



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GÉNÉRALE

DP/CCF/POL/2  
18 juillet 2000  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 2000  
25-29 septembre 2000, New York  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire  
PNUD

CADRES DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

DEUXIÈME CADRE DE COOPÉRATION AVEC LA POLOGNE (2001-2003)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 3	2
I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE . . . . .	8	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS DE LA COOPÉRATION . . . . .	9 - 15	3
III. OBJECTIFS, DOMAINES DE PROGRAMME ET RÉSULTATS ESComptés .	16 - 37	5
A. Politique et changements institutionnels dans l'intérêt d'une bonne conduite des affaires publiques . . . . .	21 - 27	6
B. Réduction de la pauvreté par l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines . . . . .	28 - 31	8
C. Gestion de l'environnement . . . . .	32 - 37	9
IV. ARRANGEMENTS CONCERNANT LA GESTION . . . . .	38 - 45	10
Annexe. TABLEAU DES OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA POLOGNE (2001-2003) . . . . .		13

## INTRODUCTION

1. La Pologne a été parmi les premiers bénéficiaires de la coopération technique de l'ONU qui a commencé au début des années 50 au titre du programme élargi d'assistance technique dont les objectifs furent servis par le Fonds spécial jusqu'à la création du PNUD en 1965. Depuis, le principe de la programmation par pays du PNUD, adopté en 1972, a été confirmé par une série de programmes de pays, qui ont été suivis par l'ouverture du bureau du PNUD à Varsovie en juillet 1990. Le premier cadre de coopération avec la Pologne a été adopté par le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 1997, pour une période de deux ans, et a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2000.

2. Le PNUD comptait reconduire son programme d'assistance à la Pologne jusqu'à l'admission de celle-ci dans l'Union européenne, qui devrait intervenir en janvier 2003. Les perspectives à long terme de l'assistance du PNUD et du système des Nations Unies à la Pologne après cette période seront déterminées ultérieurement. C'est dans ce contexte que le deuxième cadre de programmation pour la Pologne concernant les années 2001 à 2003 est soumis pour approbation au Conseil d'administration.

3. La formulation du cadre de coopération a commencé après l'examen à long parcours qui a eu lieu en novembre 1999 (les principales conclusions sont exposées au chapitre III) et des entretiens eurent lieu ensuite avec les principaux dépositaires d'enjeux et partenaires du PNUD (pouvoirs publics homologues, organismes de l'ONU et donateurs) pour que soient définis les besoins futurs et les domaines où le PNUD pourrait éventuellement fournir son appui. Les travaux relatifs au bilan commun de pays se sont achevés à la fin de 1999. Le présent cadre de coopération tient compte des conclusions du bilan de pays et des domaines prioritaires qu'il a mis en évidence, des objectifs du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (CEI), du Cadre de résultats stratégiques, du plan d'action de l'administrateur pour les années 2000 à 2003, ainsi que du plan de gestion correspondant pour l'an 2000 et du cadre de coopération régional du Bureau régional pour l'Europe et la CEI. Le présent cadre de coopération insiste sur les domaines de programmation dans lesquels le PNUD possède des avantages comparés et peut favoriser de manière tangible les priorités de développement national.

### I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

4. La Pologne, dont l'indice de développement humain a été de 0,801 en 1997, a été classée 44e sur 174 pays en tout par le Rapport sur le développement humain en 1999. Les trois principaux indicateurs sur lequel repose l'indicateur du développement humain montrent qu'en Pologne l'espérance moyenne de vie est de 72,5 ans (76,9 ans pour les femmes et 68,2 ans pour les hommes), le taux brut de fréquentation scolaire de 77 % et le revenu réel par habitant en parité de pouvoir d'achat de 6 520 dollars. Selon le même rapport, en 1997, le PIB par habitant a été en Pologne de 1 926 dollars mesuré en dollars de 1987, et le produit intérieur brut par habitant de 3 590 en dollars courants. Pour ce qui est des autres indicateurs du développement humain, la Pologne a un classement légèrement meilleur, au 40e rang, pour l'indicateur sexospécifique du développement humain, et au 35e rang pour l'indicateur de la participation des femmes.

/...

5. Les domaines du développement humain sur lesquels insiste le présent cadre de coopération sont la bonne conduite des affaires publiques, la réduction de la pauvreté par le développement de l'emploi et des ressources humaines et la gestion de l'environnement.

#### Bonne conduite des affaires publiques

6. Abandonnant un système de planification centralisé, la Pologne a opéré une percée en s'adaptant à un système démocratique plus décentralisé depuis 1989. Un grand programme de réforme de l'administration publique a été approuvé en 1999; il délègue de nombreux pouvoirs et compétences à des administrations décentralisées régionales et locales pour lesquelles le PNUD a accordé un appui considérable. Les pouvoirs publics ont aussi adopté trois réformes d'envergure concernant les fonds de pension, les services de soins de santé et le système éducatif.

#### Réduction de la pauvreté par le développement de l'emploi et des ressources humaines

7. Le nombre des demandeurs d'emploi officiellement inscrits a beaucoup augmenté en Pologne entre 1990 et 1994, année où il a atteint 2,8 millions de personnes pour retomber ensuite à 1,8 million (de 10,60 %) en 1998. Grâce à la croissance dynamique du secteur privé, qui oscille entre 2 % environ à Varsovie, 3 % en Silésie et 24 % en Warmie-Mazurie. Le taux de chômage moyen a remonté en 1999 jusqu'à 12,8 %. Ces tendances montrent qu'il est nécessaire de moderniser les compétences par une formation continue et l'enseignement et de réformer radicalement le système d'enseignement de sorte qu'à l'avenir, ceux qui arrivent sur le marché obtiennent des emplois dans des activités nouvelles du secteur de la production et celui des services.

#### Environnement

8. La Pologne arrive nettement mieux qu'auparavant à éliminer les agents polluants qui se trouvent dans l'air, l'eau et les sols, en partie parce qu'elle a fermé certaines industries et en partie parce qu'elle a renforcé la législation concernant l'environnement pour l'adapter aux normes de l'Union européenne. L'opinion est beaucoup plus sensible à la qualité de l'environnement qui a pris beaucoup de place dans les débats politiques. L'approbation d'un swap dette contre nature de 2 milliards de dollars au début des années 90 a permis d'affecter une part des engagements de remboursement de la dette extérieure polonaise à des projets concernant l'environnement, ce qui, dans une certaine mesure, a fourni les capitaux nécessaires pour répondre à des besoins aigus concernant l'environnement.

## II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS DE LA COOPÉRATION

9. Le bilan de pays a examiné entre autres les résultats et les enseignements du premier cadre de coopération pour la Pologne, et ils ont été largement portés à la connaissance des pouvoirs publics et des parties prenantes. Ces résultats concernent trois domaines thématiques : l'appui à la bonne conduite et l'intégration européenne, la promotion de moyens d'existence durables des affaires publiques et la promotion de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

/...

10. En ce qui concerne les fonds, le bilan souligne que les projets ont été bien conçus et gérés de manière satisfaisante, même si la coordination entre eux aurait pu être plus soutenue. Dans le premier domaine, l'édification de capacités en vue de l'intégration européenne, le bilan relève que les rapports sur le développement humain établis depuis 1995 ont eu de plus en plus d'effets en ce qu'ils ont mieux fait comprendre aux décideurs les questions et les problèmes que posaient les processus de transition et de réformes. Ces rapports ont été complétés par un rapport sur le développement humain régional de la Silésie en 1997. Un autre élément de l'appui du PNUD dans ce domaine a été le projet d'édification de capacités en vue de l'intégration européenne, appelée aussi «projet composite». Il a contribué, de manière importante et novatrice à : a) faire appliquer des principes de gestion globale de la qualité dans les entreprises du secteur public et du secteur privé et aider celles-ci à atteindre les niveaux de qualité et d'efficacité d'ISO 9001; b) faire adopter les méthodes de gouvernance fondées sur la participation et la décentralisation aux administrations locales par le biais des méthodes d'Action 21 au plan local et de la formulation de stratégies de développement durable au sein des collectivités locales intéressées; c) renforcer la capacité des organisations non gouvernementales (ONG) de sorte que les autorités locales puissent faire appel à leurs services; d) faire partager l'expérience et les compétences de la Pologne dans ces domaines avec d'autres pays en transition.

11. En ce qui concerne la promotion de moyens d'existence durables, le PNUD a fourni une assistance surtout pour préparer des études concernant les questions liées au développement humain dans la région de Katowice, en Silésie, afin de sensibiliser davantage l'opinion et de faciliter les débats concernant les incidences sociales de la restructuration des industries du charbon et de l'acier. En outre, elle a insisté sur les mesures qui permettraient d'atténuer les conséquences de la transition pour les groupes vulnérables, par exemple les retraités, les mineurs de charbon, les femmes et les enfants. En outre, le PNUD a travaillé avec le Gouvernement, la communauté d'ONG et les donateurs internationaux pour aider la Pologne à lutter contre l'extension du VIH/sida; dans ce combat, le PNUD a été le principal fournisseur d'assistance et d'experts internationaux avec un financement global de plus de 2 millions de dollars provenant du Gouvernement, de l'Open Society Institute (OSI), du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de donateurs bilatéraux et d'entreprises privées, comme Levi-Strauss.

12. Dans le domaine de la promotion, de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, le PNUD a mis l'accent sur une gestion écologique des villes et le développement durable par l'intermédiaire de l'agglomération de Katowice et par l'octroi de petits dons à des projets concernant la biodiversité, l'utilisation rentable de l'énergie et les énergies de remplacement et bénéficiant d'un appui d'ONG. Le programme de microfinancements a été évalué en janvier 1998 et, au niveau aussi bien des administrations, des instituts de recherche, des médias, de la communauté locale et des ONG, il est apparu l'un des programmes les plus rentables de Pologne concernant l'environnement mis en oeuvre entre 1994 et 1998.

13. Le bilan de pays a recommandé un certain nombre de mesures grâce auxquelles la Pologne se conformerait mieux aux règles du PNUD en matière de conception, d'évaluation des projets et de vérification de leurs résultats et

/...

une coordination accrue entre les projets en vue de plus grandes synergies et échanges des éléments d'expérience et de l'information. Il a aussi suggéré que l'on adopte de nouvelles approches qui accroîtraient la collaboration avec l'Union européenne et la Banque mondiale, le PNUD jouant le rôle de partenaire pour les questions essentielles dans les domaines intéressant en même temps plusieurs donateurs.

14. Le bilan de pays a encouragé le PNUD à agir et innover davantage pour développer l'utilisation des moyens opérationnels et normatifs du système de l'ONU et à faire en sorte que les organismes de l'ONU chacun dans son domaine de compétence aident la Pologne à relever ses normes pour qu'elle remplisse les conditions européennes. Ce faisant, le PNUD interviendrait plus pour compléter les projets bénéficiant d'une assistance de l'Union européenne et de la Banque mondiale qui appuient l'ambition du Gouvernement d'adhérer à l'Union européenne.

15. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, le PNUD est parvenu à quadrupler ses ressources propres, d'un montant pourtant limité. De 1,7 million en 1997, celle-ci ont atteint 7,1 millions de dollars en 2000 à la suite d'un partage des coûts avec le Gouvernement, le Japon, les Pays-Bas et l'Union européenne (4,6 millions de dollars) ainsi que d'autres fonds, dont le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (0,8 million de dollars). Pour le seul projet composite, la progression a été de 1 à 10. Néanmoins, le bilan de pays a conseillé un redoublement des efforts de mobilisation de partage de coûts supplémentaires avec les unités administratives régionales et locales qui bénéficient d'un appui du PNUD et aussi avec des donateurs éventuels dans des domaines d'intérêt commun, par exemple l'Union européenne ou la Banque mondiale.

### III. OBJECTIFS, DOMAINES DE PROGRAMME ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

16. Ce que veut avant tout le Gouvernement, c'est voir sa candidature à l'Union européenne définitivement retenue. En juillet 1997, la Commission européenne a recommandé que soient entamées des négociations en vue de l'adhésion de la Pologne à l'Union. En 1998, un document concernant un partenariat en vue de l'adhésion a été rédigé; il décrit une stratégie préalable à l'adhésion qui mobiliserait toutes les formes d'assistance dans un cadre unique, entre autres un programme national pour l'adoption de l'acquis communautaire (niveaux de l'Union dans différents domaines) et une évaluation commune des priorités de politique économique.

17. Autant que possible, le PNUD devrait grâce à sa mission, à ses avantages comparés et à ses compétences, aider la Pologne à a) atteindre ses objectifs exposés dans les conférences et conventions internationales de l'ONU, particulièrement dans les domaines de l'atténuation de la pauvreté ou la participation des femmes au développement et à l'environnement; b) remplir les critères d'adhésion de l'Union européenne, particulièrement en : i) en renforçant la capacité institutionnelle et administrative; ii) renforçant l'économie de marché intérieur, en particulier en favorisant les développements des entreprises; iii) en améliorant l'emploi et les structures sociales, particulièrement en mettant en place des structures et des politiques appropriées du marché du travail; iv) en protégeant l'environnement en développant les structures et capacités de surveillance et de mise en oeuvre et en intégrant les principes du développement durable aux politiques sectorielles nationales; v) en favorisant des politiques et une cohésion régionales, entre

/...

autres en mettant en oeuvre des structures administratives et des modalités budgétaires, ainsi que des instruments financiers et des mécanismes de surveillance et de contrôle pour tirer parti des programmes structurels de l'Union européenne après l'adhésion.

18. Ce faisant, les efforts du PNUD s'inscriront dans le contexte général de l'assistance au développement, pour laquelle les principaux donateurs sont l'Union européenne et la Banque mondiale. Vu la faiblesse relative des ressources du PNUD et pour qu'elles servent à renforcer les capacités du Gouvernement pour qu'il réponde aux critères d'adhésion à l'Union européenne, on suggère que le PNUD resserre ses partenariats avec d'autres donateurs, au moyen d'arrangements officiels ou non, dans les domaines où il y a des objectifs communs.

19. L'assistance future du PNUD devrait donc insister sur les trois domaines du programme, en fonction des priorités d'adhésion à l'Union européenne : politique et changements institutionnels dans l'administration des affaires publiques, réduction de la pauvreté par le développement de l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines, et la gestion de l'environnement. En outre, le PNUD poursuivra des objectifs qui soient communs à différents domaines favorisant l'intégration des femmes aux principales activités, qui accroissent les droits et la participation de femmes, qui renforcent les capacités des ONG et qui favorisent la coopération technique entre la Pologne et d'autres pays en transition, y compris les pays en développement.

20. Les trois domaines de programme seront liés les uns aux autres, ce qui garantira un impact homogène et une approche multisectorielle intégrée à l'assistance du PNUD. On attend de cette approche qu'elle renforce les liaisons entre les moyens et les résultats dans le cadre des programmes et entre ceux-ci.

A. Politique et changements institutionnels dans l'intérêt d'une bonne conduite des affaires publiques

21. En vue du partenariat qui précédera l'adhésion, le développement des politiques régionales et le renforcement des capacités institutionnelles devraient jouer un rôle essentiel dans les futurs programmes structurels de l'Union européenne. Le Gouvernement est en train d'étudier un plan national de développement afin de concevoir une série de stratégies concernant entre autres la réforme de l'administration publique, l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines, l'agriculture et les zones rurales, ainsi que la protection de l'environnement. Elles serviront de cadres principaux à l'appui du PNUD.

22. Le PNUD continuera de promouvoir une perspective favorable au développement humain dans l'élaboration des politiques nationales et rurales en préparant des rapports sur le développement humain à l'échelle nationale et aussi à l'échelle régionale pour la Silésie. L'objectif est d'informer les décideurs au sujet des besoins dans le domaine du développement humain ainsi que des solutions. Le rapport national sur le développement humain, de même que d'autres outils, servira à renforcer les mécanismes de surveillance des tendances du développement humain, y compris les incidences sociales des réformes récentes, entre autres celles qui concernent le système d'éducation, qui fait l'objet du rapport national sur le développement en 1998.

/...

23. Le PNUD tirera parti de ses avantages comparés pour appuyer l'objectif de la stratégie nationale de développement régional afin de renforcer l'administration publique en formant des organismes du secteur public à l'adoption de règles de gestion de la qualité. Pour cela, on donnera plus de solidité à l'Association générale des consultants, qui vient d'être créée, pour aider des organismes à remplir les conditions d'ISO 9000/9001 et à répondre aux critères du modèle d'excellence de la Fondation européenne pour la gestion de la qualité.

24. Au titre de l'appui qu'il fournit à la stratégie nationale de développement régional, le PNUD fournira une formation et des services de consultants à l'administration locale sur les méthodes à suivre pour formuler et mettre en oeuvre les stratégies de développement rural d'Action 21 au plan local au niveau des circonscriptions («powiat») et des municipalités (gminas). Ceci permettra à ces deux échelons de collectivité de planifier et de coordonner les services d'administration locale et de mieux répondre aux besoins locaux en suivant les principes approuvés par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et les pratiques courantes de l'Union européenne.

25. Le PNUD continuera à renforcer la capacité des ONG à démocratiser la conduite des affaires publiques et à garantir la participation populaire ainsi que les mécanismes d'application qui servent aux activités de plaidoyer et à la fourniture de services dans le domaine de la santé, particulièrement la lutte contre le VIH/sida et l'abus des drogues, les services sociaux, les travaux publics, l'environnement et le bénévolat. Le PNUD appuiera aussi les activités des ONG qui s'inscrivent dans le prolongement de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing et soutiendra des projets bénéficiant d'un appui du FNUAP pour former des infirmières spécialisées en pédiatrie, dans les soins de santé génésique ainsi que dans les maladies de l'adolescence et les maladies sexuellement transmissibles : il appuiera aussi des activités visant à encourager le dépistage précoce du cancer du sein.

26. L'un des principaux instruments d'appui sera constitué par l'Association générale de consultants et fournira des services concurrentiels d'excellence afin d'améliorer la qualité des institutions du secteur public, les autorités régionales et locales et les ONG, en conformité toutefois avec les normes de l'Union européenne et les objectifs internationaux de développement durable.

27. La Pologne s'étant rapidement développée au cours des 10 dernières années et d'autres pays souhaitant bénéficier de son expérience, le Gouvernement a pu adopter une politique visant à passer de la catégorie des pays bénéficiaires à celle des pays donateurs. Il est donc soucieux de partager ses connaissances spécialisés par la coopération technique entre pays en transition, en particulier avec les pays successeurs de l'Union soviétique, mais aussi avec les pays en développement, en envoyant des experts en mission. À ce sujet, avec l'aide du PNUD, il proposa de créer un organisme polonais de volontaires internationaux pour envoyer à l'extérieur des bénévoles qui s'occuperaient de tâches humanitaires et de développement.

B. Réduction de la pauvreté par l'emploi et la mise en valeur des ressources humaines

28. Bien que la Pologne ait avancé dans la voie de la transition depuis 1989, certaines catégories de population ont beaucoup souffert de celle-ci. Par rapport à la pauvreté globale et au développement humain, des régions et des groupes importants n'ont toujours pas bénéficié des possibilités offertes par la transition pour atteindre une pleine démocratisation et créer une économie de marché, particulièrement dans les zones rurales et les régions dominées par des industries en restructuration, comme que le charbonnage en Silésie.

29. Le PNUD fournira son assistance par le biais de deux stratégies nationales : la stratégie nationale de développement régional et la stratégie nationale de développement de l'emploi et des ressources humaines; il consacra l'essentiel de ses activités aux trois régions de Silésie (sud), Lublin (est) et Warmie-Mazurie (nord-est). En Silésie, le PNUD liera étroitement son appui à la proposition du projet d'appui à l'investissement et à la cohésion sociale et économique de l'Union européenne/programme PHARE 2000, au titre de ses efforts de mise en oeuvre de programmes opérationnels pour le développement régional de ces régions, sous la coordination du Ministère de l'économie.

30. En ce qui concerne la stratégie nationale de développement de l'emploi et des ressources humaines, le PNUD aidera le Ministère du travail et de la politique sociale, ainsi que les autorités régionales compétentes, en amont, à concevoir des programmes et des projets et, en aval, à appuyer les activités de formation et d'édification de capacités dans les trois régions. L'assistance sera fournie selon une approche comportant quatre volets : premièrement, on édifiera des capacités pour concevoir des projets et mobiliser des ressources d'investissement afin de relancer l'activité économique, ce qui offrira des possibilités d'emploi et de revenu à plus d'un million de chômeurs et favorisera les objectifs concernant l'environnement; deuxièmement, on favorisera un dialogue social entre employeurs, syndicats et travailleurs afin d'opérer des transitions harmonieuses pendant la phase de mutation radicale au cours de la restructuration des industries du charbon et de l'acier qui sont devenues moins rentables; troisièmement, on aura recours à la Fondation des unions polonaises de crédit qui fournit surtout des mécanismes d'épargne et de crédit aux groupes à faible revenu pour qu'elle développe ses services en donnant des conseils gratuits dans le domaine de la finance, du droit et de la création d'entreprises aux catégories sociales les moins riches, entre autres, aux personnes aux prises temporairement avec la pauvreté en raison de leur situation familiale, d'un handicap, d'un prêt usuraire ou de l'absence de savoir élémentaire pour gérer les finances, ce qui rend souvent ces personnes incapables de payer régulièrement, par exemple, leur loyer ou l'eau et l'électricité ou de rembourser les prêts. La quatrième voie consistera à faciliter un dialogue et une réflexion concernant la réforme de l'enseignement dans le contexte de l'évolution des conditions sur le marché de l'emploi et, par là, à prolonger les mesures déjà prises à ce sujet dont il est question dans le rapport sur le développement humain national pour 1998 et le rapport sur le développement humain en Silésie.

31. Un certain nombre de donateurs, particulièrement l'Union européenne et la Banque mondiale, participent aux deux stratégies nationales. Il est proposé que le PNUD fournisse son appui pour certains éléments des stratégies et que des

/...



partenariats stratégiques soient conçus avec le Gouvernement, l'Union européenne et la Banque mondiale, l'objet étant de déterminer le rôle que le PNUD jouera en définitive dans ces partenariats. L'intervention d'organismes de l'ONU compétents, comme l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et d'autres donateurs pourrait aussi être nécessaire.

### C. Gestion de l'environnement

32. La protection de l'environnement et le respect de normes en la matière de l'Union européenne sont des éléments essentiels du partenariat pour l'adhésion, dans les domaines suivants : gestion des déchets solides et dangereux, eau potable et eaux usées, pollution de l'air et conservation de la nature. Le développement de mécanismes et de capacités de planification, de surveillance et de mise en oeuvre est nécessaire aussi dans chacun des domaines. Les programmes de la Pologne concernant l'environnement pour la prochaine décennie tiendront donc compte des conditions d'adhésion à l'Union européenne qui nécessiteront une révision du droit polonais de l'environnement. En outre, la stratégie nationale pour la protection de l'environnement (1991-1999) est en train d'être remplacée par une politique écologique nationale dans laquelle s'inscriront les objectifs à long terme au-delà de 2010.

33. La Pologne continuera aussi à demander qu'on l'aide à se conformer aux conventions internationales dans le domaine de l'environnement, particulièrement les conventions qui concernent les changements climatiques et la réduction des gaz à effet de serre et les substances appauvrissant la couche d'ozone (Protocole de Montréal) ainsi que la stratégie/plan d'action national concernant la biodiversité. La Pologne devra soumettre des rapports sur l'application des conventions dans le domaine de l'environnement, particulièrement à l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 2002. On a proposé que l'appui du PNUD soit fourni dans les domaines suivants :

#### Surveillance de l'environnement

34. Il faudra peut-être fournir un appui institutionnel au Ministère de l'environnement et aux autorités provinciales pour qu'ils mettent en place des systèmes et des outils et dispensent une formation qui facilite la surveillance de l'environnement au niveau national et aussi au niveau régional. Ceci se ferait conformément aux critères d'adhésion de l'Union européenne concernant la prévention et les contrôles intégrés de la pollution, à la stratégie nationale de protection de l'environnement ainsi qu'aux conventions internationales dans le domaine de l'environnement.

#### Changements climatiques

35. Il faudra peut-être appuyer l'édification de capacités institutionnelles en vue de l'élaboration de stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les domaines de l'énergie et du transport et d'autres domaines apparentés. Dans le cadre de cet effort, on a lancé deux grands projets du FEM : le premier concerne l'emploi de la biomasse (déchets du bois) pour la production de chaleur (4,3 millions de dollars) et le deuxième un appui au programme polonais de

/...

production d'un moteur haut rendement énergétique (5 millions de dollars). Les préparatifs pour la formulation des projets complets sont en cours.

### Biodiversité

36. Des initiatives à l'échelon des ONG et des collectivités pourraient servir de charpente dans les domaines soutenus par le FEM : changements climatiques, réglementation des eaux internationales, etc. Cependant, il n'y aura pas de succès sans une poursuite de l'appui aux activités du projet interrégional du FEM, du projet de microfinancements (INT/98/G532) et d'un autre projet de microfinancements consacré à la stratégie de programme de la Pologne. La stratégie a été conçue pour guider les propositions futures de financement au titre du FEM qui porteront essentiellement sur des programmes opérationnels dans les neuf domaines de préservation de la biodiversité : écosystèmes côtiers et marins et écosystèmes d'eau douce, écosystèmes forestiers, changement climatique, énergie renouvelable, interventions concernant des cours d'eau transfrontières et interventions intégrées à cibles multiples concernant la terre et l'eau.

37. Un appui dans le domaine de la biodiversité sera aussi fourni par l'intermédiaire d'un mécanisme de crédits moyens, entre autres pour un nouveau projet financé par le FEM concernant la conservation et la gestion de la vallée du Narew supérieur (1 million de dollars) et un programme intégré de conservation des terres inondées pour lequel la cigogne blanche servira d'emblème (450 000 dollars).

## IV. ARRANGEMENTS CONCERNANT LA GESTION

### Conception des programmes et des projets

38. Pour compléter le présent cadre de programmation et offre un cadre structurel plus vaste pour des projets individuels, il faudrait préparer des documents pour chacun des trois grands domaines de programme. Ainsi, on pourra justifier plus complètement l'intervention du PNUD dans chacun d'eux et repérer des liaisons verticales avec les programmes publics et des liaisons horizontales avec des projets individuels et l'appui de donateurs. En plus des autres documents de projet, ils offriront un cadre conceptuel et opérationnel pour la mise en oeuvre des plans d'action de l'Administrateur au niveau du pays pour la période 2000 à 2003.

### Suivi des programmes et des projets

39. Pour pouvoir rendre compte comme il convient des résultats et de l'exécution et suivre la mise en oeuvre des plans du PNUD pour la période 2000 à 2003 au niveau du pays, on établira un système de suivi global pour garantir le respect des modalités et suivi et d'évaluation du PNUD, y compris les rapports, les bilans de projet avec les intervenants et les visites sur le terrain. Il faudra peut-être pour cela rétablir le Comité des programmes des pays, composé de représentants du PNUD, des principaux organismes de contrepartie et de partenaires financiers et opérationnels; ce Comité se réunirait au moins deux fois par an. Il fournirait des éléments pour le système de rapports annuels du PNUD orientés vers les résultats et serait utile pour recueillir des données qui

/...

serviront au bilan de pays ultérieur du deuxième cadre de programmation pour la Pologne.

#### Modalités d'exécution

40. En se fondant sur l'expérience qu'il a acquise et les enseignements du passé, le PNUD continuera d'appliquer les modalités d'exécution nationale dans le prochain cycle de programme. Il continuera aussi à faire appel, si besoin est, à des institutions spécialisées des Nations Unies pour garantir la qualité des programmes qu'il appuie en fournissant un soutien conceptuel et technique dans les domaines où ces institutions ont des avantages comparés et en aidant le Gouvernement à agir dans le prolongement des conférences mondiales de l'ONU.

#### Partenariats et coordination stratégiques

41. La limitation de ses ressources oblige le PNUD à constituer des partenariats étroits avec d'autres donateurs, au service d'objectifs communs et complémentaires, pour que les conditions d'adhésion à l'Union européenne puissent être, dans de brefs délais, remplies. Si cela est possible, des partenariats et des mécanismes de coordination seront instaurés sur une base nationale et sur une base régionale entre le PNUD et les organismes partenaires comme la Banque mondiale et l'Union européenne, et ils seront coordonnés par un Bureau de la Commission pour l'intégration européenne. On renforcera aussi les liens avec des ONG internationales telles que l'Open Society Institute. On systématisera le recours au réseau avec des partenaires extérieurs et d'autres bureaux de pays par des missions de coordination régulières pour lesquelles il a été demandé au PNUD de jouer un plus grand rôle. En mettant en oeuvre le cadre de planification, on entretiendra des liens étroits avec les projets régionaux basés à Bratislava.

#### Mobilisation de ressources

42. Le Bureau du PNUD continuera à employer ses ressources propres comme capital de départ et d'attirer des ressources supplémentaires que le Gouvernement et les donateurs mettront au service de projets s'adressant à la fois à tous les intéressés. Les modalités pourraient être celles du partage des coûts ou du cofinancement. La stratégie de mobilisation du PNUD qui consiste à obtenir des ressources supplémentaires du Gouvernement, du secteur privé et des institutions financières internationales reposera sur la capacité du Bureau de pays à mettre en place des partenariats efficaces avec les organisations internationales et les organisations nationales qui oeuvrent pour que la Pologne puisse atteindre les objectifs d'adhésion à l'Union européenne, ainsi que d'autres.

#### Stratégie de plaidoyer et de communication

43. Le PNUD renforcera son rôle en matière de communication et d'activités de plaidoyer car chaque projet fera plus de place aux communications et à la sensibilisation et au travail qu'il accomplit. Cette stratégie sera complétée par une mise à jour régulière du cycle Web du PNUD et par les activités du Centre d'information de l'ONU, dont le représentant résident est directeur par intérim.

#### Coopération technique entre pays en transition

44. Le PNUD incitera les pays en transition à s'engager dans la coopération technique pour faire connaître et acquérir les meilleures pratiques; ce faisant la Pologne pourra partager les acquis de son expérience et ses compétences avec d'autres pays en transition et pays en développement. Le PNUD tirera aussi parti de l'expérience qu'il a acquise en travaillant avec des ONG, nationales ou internationales, particulièrement dans le domaine de l'environnement.

#### Édification de capacités du Bureau du PNUD

45. Le PNUD continuera de développer les capacités de son Bureau en Pologne par la formation théorique et la formation et en cours d'emploi; le personnel du Bureau sera aussi incité à établir des liens avec d'autres bureaux de pays du PNUD dans la région et avec le Centre régional du Bureau régional pour l'Europe et la CEI à Bratislava. Les échanges concernant les meilleures pratiques se poursuivront, entre autres en ce qui concerne l'Unité de ressources sous-régionales à Bratislava. Il en résultera une amélioration de la structure du Bureau, et de plus grandes possibilités de partage de l'information et des acquis de l'expérience avec d'autres pays. On recourra largement aux moyens électroniques de communication (courrier électronique et Internet et page Web du PNUD pour la Pologne) pour développer le partage de l'information, l'apprentissage et la coordination. Les profils d'emploi seront adaptés à l'évolution des besoins de l'organisation et on constituera des unités en les dotant de personnel qui leur permette d'atteindre les objectifs du PNUD depuis sa transformation.

Annexe

OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA POLOGNE (2001-2003)

Source	Montant (en milliers de dollars É-U.)	Remarques
Ressources de base du PNUD		
Montant estimatif du report	(317)	Y compris SAO.
MCARB 1.1.1	472	
MCARB 1.1.2	de 0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée strictement aux fins de planification initiale. Le montant effectif dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité des ressources.
Autres ressources	-	
AEPP/AST	195	
Total partiel	350 <u>a/</u>	
Ressources autres que les ressources de base		
Participation aux coûts du Gouvernement	2 270	Sur la base des discussions actuelles avec le Gouvernement et de l'expérience du dernier cycle.
Fonds pour le développement durable		Sur la base des CIP, sera confirmé par le Fonds.
dont :		
FEM	6 750	
Participation aux coûts de tierces parties	2 270	Sur la base des discussions actuelles avec les donateurs potentiels.
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	-	
Total partiel	11 290	
Total général	11 640 <u>a/</u>	

a/ Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

Abréviations : AEPP : appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST : appui aux services techniques; FEM : Fonds pour l'environnement mondial; MCARB : montants cibles pour l'allocation des ressources de base; SAO = services administratifs et opérationnels.

-----